



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 2 décembre 2025

Nos réf : DREAL/2025D/9884
Code AIOT : 0005211408

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ville de Pau – Stade Nautique

Avenue Nitot
64000 Pau

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2025 de l'établissement "Stade Nautique" exploité par la Ville de Pau et implanté Avenue Nitot sur la commune de Pau (64000). L'inspection a été annoncée par courriel du 20 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler les installations soumises à déclaration utilisant du chlore. Elle consiste à vérifier la conformité de ces sites à certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Ville de Pau – Stade Nautique

Avenue Nitot – 64000 Pau

Code AIOT : 0005211408

Installation : Avec Titre ☒

Régime : Déclaration avec contrôle périodique

Statut Seveso : Non Seveso

Statut IED : Non IED

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Risque toxique

Présentation de la société

Le-stade nautique situé avenue Nitot sur la commune de Pau est exploité par la commune de Pau.

Ce site est soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910.A2 (installation de combustion) et 4710.2 (emploi de chlore) de la nomenclature des installations classées.

Il dispose du récépissé initial de déclaration n° 11/IC/479 du 15 décembre 2011.

Le stade nautique a ouvert en juillet 2014.

Situation administrative

Le classement des activités déclaré en 2011 s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2910.A2	Installation de combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	2,3 MW	Déclaration avec Contrôle périodique
1138,4b*	Emploi ou stockage du chlore 4. En récipients de capacité unitaire inférieure à 60 kg La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg.	300 kg	Déclaration avec Contrôle périodique

* la rubrique 1138 a été supprimée par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 et remplacée par la rubrique 4710

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Rubrique 2910	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9 (Rubrique 2910)	Demande d'action corrective <i>Notification de cessation partielle d'activité</i>	1 mois
2	Situation administrative Rubrique 4710	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9 (Rubrique 4710)	Demande d'action corrective <i>Respect du seuil maximal de 500 kg de chlore présent dans l'installation</i> <i>Déclaration de modification</i>	1 mois
3	Dossier "Installation classée"	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 1.4	Demande d'action corrective <i>Dossier administratif de l'établissement à constituer</i>	2 mois
4	Contrôle périodique	AM du 17/12/2008, Annexe I – article 1.1.2	Demande d'action corrective <i>Programmation d'un contrôle périodique</i>	1 mois
5	Installations électriques	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 2.7	Demande de justificatif <i>Transmission du rapport de contrôle des installations électriques du 10 avril 2025</i>	1 mois
6	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 2.12	Demande d'action corrective <i>Maintien de l'ensemble des bouteilles attachées avec un système de fixation tendu</i> <i>Étude d'un report de la température du local</i>	1 mois 2 mois
8	État des stocks de produits dangereux	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 3.5	Demande d'action corrective <i>Ajout d'une colonne dans le tableau déjà existant avec l'état des stocks journaliers</i>	1 mois
9	Systèmes de détection	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 4.3.1	Demande d'action corrective <i>Mise en place d'une alarme sonore</i> Demande de justificatif <i>Transmission des deux derniers comptes rendus de vérification des détecteurs</i>	2 mois 1 mois
13	Déclaration d'accident	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 1.5	Demande de justificatif <i>Transmission du rapport d'analyse de l'accident survenu le 6 mars 2025</i>	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Connaissance des produits Étiquetage	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 3.3	Sans objet
10	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 4.8.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Stockage	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 4.9	Sans objet
12	Consignes d'exploitation	AM du 17/12/2008 Annexe I – article 3.7	Vérification des EPI de secours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 25 octobre 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant ne respecte pas le seuil maximal de chlore présent dans l'installation et n'a pas fait réaliser le contrôle périodique de son installation,
- l'exploitant ne tient pas à jour un état précis du stock du chlore présent dans son établissement,
- les bouteilles de chlore ne sont pas attachées avec un système de fixation tendu.

Par ailleurs, l'exploitant doit :

- procéder à la mise à jour de sa situation administrative (cessation partielle de l'installation de combustion et déclaration de modification de ses capacités de stockage de chlore gazeux),
- tenir à jour son dossier "Installation classée",
- mettre en place une alarme sonore,
- étudier le report de la température du local d'emploi et de stockage du chlore gazeux.

Enfin, l'exploitant transmet par voie électronique à l'inspection :

- le compte-rendu de contrôle des installations électriques du 10 avril 2025,
- les deux derniers comptes rendus de vérification des détecteurs,
- le rapport d'analyse de l'accident survenu le 6 mars 2025 au stade nautique (chlore) ainsi que les mesures correctives prises après accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Rubrique 2910

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubrique 2910</i>)	
Thème(s) : Situation administrative	
Prescription contrôlée : La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u><i>Rubrique 2910.A de la nomenclature des installations classées - Combustion</i></u>	
A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant :	Régime
1. supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW	Enregistrement (E)
2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Déclaration soumise à contrôle périodique (DC)
Constats : L'exploitant indique que le stade nautique est dorénavant connecté au réseau de chaleur et que la chaudière a été mise à l'arrêt.	

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la notification de la cessation partielle de l'activité via le CERFA 15275*04, accessible sur <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R39946>.

Il précise également si les installations ont été démantelées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative – Rubrique 4710

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (*Rubrique 4710*)

Thème(s): Situation administrative

Prescription contrôlée :

La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées - Chlore (numéro CAS 7782-50-5)

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Régime
1. supérieure ou égale à 500 kg	Autorisation (A)
2. supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de 11 bouteilles de 49 kg, soit 539 kg.

Dans le local, 8 bouteilles sont branchées, 2 sont en stock et la dernière est vide.

La quantité de chlore présente est supérieure :

- au seuil des 500 kg du régime de la déclaration,
- à la quantité de 300 kg déclarée dans le dossier de déclaration initiale du 8 décembre 2011 qui ne prévoyait que 6 bouteilles de 49 kg.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède :

- au retrait d'une bouteille et veille à respecter en permanence le seuil maximal de 500 kg de chlore présent dans l'installation,
- à la régularisation des activités de stockage de chlore en procédant à une déclaration de modification via le CERFA 15272*03, accessible sur <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R39939>.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dossier "Installation classée"

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 1.4

Thème(s): Situation administrative

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration ;

<ul style="list-style-type: none"> • les plans tenus à jour ; • la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; [...] • le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3. <p>L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du dossier d'origine, ni du récépissé de déclaration du 15 novembre 2011.</p> <p>Il a toutefois présenté à l'inspection les plans de l'installation et ceux du traitement au chlore, les éléments relatifs aux risques de l'installation (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké dans l'installation).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier administratif de son installation tel que demandé à l'article 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.</p> <p>Ce dossier peut être constitué de manière informatique, mais il doit être accessible en permanence depuis le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 1.1.2</p>
<p>Thème(s): Situation administrative, Contrôle périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique de son installation.</p> <p>Le premier contrôle aurait dû être réalisé dans les six mois qui ont suivi la mise en service des installations, soit en janvier 2015.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de programmer, sous un mois, un contrôle périodique. Il communique sous le même délai, à l'inspection, le bon de commande de cette prestation.</p> <p>La liste des organismes de contrôle agréé est disponible sur https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2025-12/Liste%20OA%20version%20%202025_2.pdf</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Type de suites proposées : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, annexe I – article 2.7</p>
<p>Thème(s): Risques accidentels, Installations électriques</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.

Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques effectuée par l'APAVE le 5 mai 2023 ainsi que le rapport d'inspection thermographique du 5 mai 2023.

Il a indiqué que le dernier contrôle de l'APAVE datait du 10 avril 2025, mais n'a pas pu présenter le rapport de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle du 10 avril 2025 des installations électriques de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Type de suites proposées : Demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 2.12

Thème(s): Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

Prescription contrôlée :

Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.

Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.

Constats :

Le local présent sur le site contient des bouteilles pour l'exploitation courante et des bouteilles constituant le stock en attente d'utilisation.

Le jour de l'inspection, 11 bouteilles de 49 kg sont présentes.

Les bouteilles en cours d'utilisation et celles constituant le stock sont positionnées verticalement, robinet vers le haut et maintenues attachées au mur. Cependant, le système de fixation de certaines bouteilles n'est pas toujours suffisamment tendu.

La onzième bouteille n'a pas d'emplacement prédéterminé et n'est pas attachée au mur afin de prévenir tout risque de chute. Une affiche mentionnant "Bouteille vide" était toutefois apposée.

Les dispositifs de détection (cf. point de contrôle n°9) chlore permettent de mesurer la température du local de stockage et d'emploi du chlore.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous un mois :

- de disposer de 10 bouteilles de 49 kg maximum dans le local de stockage/emploi, ce nombre maximum étant compatible avec les 10 emplacements prédéterminés au maintien au mur des bouteilles,
- et de maintenir l'ensemble des bouteilles attachées avec système de fixation tendu en permanence.

Par ailleurs, l'exploitant étudie, sous deux mois, la possibilité d'un report de la température du local afin de s'assurer en permanence que la température est bien inférieure à 50 °C, notamment lors des épisodes de canicule.

Il ajoute ce paramètre à la tournée de contrôle de l'installation afin d'anticiper les dispositifs à mettre en place en cas de besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 et 2 mois

N° 7 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 3.3
Thème(s): Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche de données et de sécurité (FDS) datée de mai 2022 que lui a transmis son fournisseur GAZECHIM.</p> <p>Les symboles de danger sont affichés au niveau du local de stockage / emploi.</p> <p>Un classeur avec les éléments relatifs aux risques du chlore est également présent à côté du local de chlore gazeux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, annexe I - article 3.5
Thème(s): Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de localisation des stockages. Il dispose d'un listing du nombre de bouteilles de chlore présentes, mais pas de leur état.</p> <p>Dans le local dédié au stockage des bouteilles de chlore, un registre papier est également présent, mais ne mentionne pas l'état des bouteilles de chlore présentes (pleine, en cours d'utilisation, vide) au jour le jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'ajouter une colonne dans le tableau du registre papier présent dans le local de stockage déjà existant avec l'état des stocks journaliers de chlore.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 4.3.1
Thème(s): Risques accidentels, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent. Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection. Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.
Constats : Le local contenant les bouteilles de chlore est équipé d'une détection chlore réglée à 2 ppm. Les deux détecteurs sont placés à proximité du sol, en cohérence avec le comportement du chlore dans l'air. Un voyant d'alarme de couleur rouge est installé à l'extérieur-avec la procédure à tenir en cas de fuite. La détection de chlore déclenche également la fermeture des trappes de ventilation du local. L'alarme est retransmise au centre de contrôle urbain avec appel du cadre d'astreinte. L'exploitant ne disposait pas sur site des comptes rendus de contrôle des détecteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète, sous deux mois, le dispositif d'alarme par une alarme sonore. L'exploitant transmet, sous un mois, les deux derniers comptes rendus de vérification des détecteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Demande d'action corrective, Demande de justificatif
Proposition de délais : 1 et 2 mois

N° 10 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 4.8.2
Thème(s): Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
Prescription contrôlée : Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné. L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
Constats : Chaque bouteille utilisée pour la production est équipée de son propre chloromètre. Les chloromètres sont envoyés en maintenance régulière chez un prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 4.9
Thème(s): Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le local est uniquement destiné au stockage du chlore. Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité. La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
Constats : Les bouteilles sont stockées dans un local dédié. Leur capacité est inférieure à 60 kg et elles sont équipées d'un bouchon de protection et d'un chapeau.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 12 : Consignes d'exploitation & Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – articles 3.7 et 4.7
Thème(s): Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 3.7</u> Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">• les modes opératoires, [...] <u>Article 4.7</u> [...] Ces consignes indiquent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), [...]• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., [...]• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par le stockage ou l'emploi de chlore, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins tous les deux ans.
Constats : Les bouteilles de chlore sont déchargées par le fournisseur. Le personnel habilité du stade nautique, constitué de huit agents, est ensuite chargé de la mise en place lors de l'exploitation. L'exploitant dispose d'une procédure pour le changement des bouteilles de chlore et d'une autre en cas de fuite. Les huit agents en charge de la manipulation des bouteilles de chlore possèdent leurs propres EPI. Des EPI de secours sont également disponibles. Toutefois, bien que l'exploitant ait indiqué que les cartouches avaient été remplacées récemment, l'une d'elles indiquait une date de péremption au 11/2022. Une formation est délivrée et renouvelée tous les 2 ans. Les attestations de formation spécifique « chlore » suivie le 4 février 2025 ont été présentées pour les huit agents du stade nautique. L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident a été rappelée à l'exploitant (cf. point de contrôle n° 13 ci-après).

L'exploitant a également précisé que les pompiers effectuaient régulièrement des exercices dans la galerie du stade nautique (environ tous les deux mois). Une manche à air est également disponible à l'entrée du site.

Observations :

L'exploitant procède à une vérification des EPI de secours et s'assure de la validité de ces équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, Annexe I – article 1.5

Thème(s): Risques accidentels, Déclaration d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Une fuite de chlore a été détectée le 6 mars 2025 dans une galerie technique du stade nautique.

L'exploitant n'a ni déclaré cet accident à l'inspection, ni transmis de rapport d'accident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'analyse de l'accident survenu le 6 mars 2025 au stade nautique (chlore) ainsi que les mesures correctives prises après accident.

Type de suites proposées : Avec suites

Type de suites proposées : Transmission de justificatif

Proposition de délais : 1 mois